



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

questions au Gouvernement

Question au Gouvernement n° 540

Texte de la question

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Christian Jacob. Monsieur le président, ma question s'adressait à M. le Premier ministre, opportunément absent aujourd'hui. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Nous avons en effet vécu hier une séance de questions au Gouvernement indigne de l'Assemblée et le Premier ministre et son gouvernement en portent une lourde responsabilité. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. Moscovici, avec le dédain et le mépris qui le caractérisent, a osé dire à notre collègue Alain Chrétien qui posait une question sur PSA qu'il ne l'autorisait pas à le faire.

M. Bernard Deflesselles. Scandaleux !

M. Christian Jacob. Monsieur Moscovici, ici, ce sont les députés qui posent les questions et les ministres qui répondent. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous, monsieur Cazeneuve, vous avez menti en prétendant hier que nous avons programmé la fin du plan d'aide alimentaire européen. Nous l'avons sauvé et vous le savez très bien.

M. Pascal Terrasse. Ce n'est pas vrai !

M. Christian Jacob. Monsieur Peillon, vous avez déclaré hier que nous préférons l'argent aux enfants. En vous adressant de cette façon aux députés de l'opposition, vous insultez les parents, vous insultez les enseignants, vous insultez les élus et vous méprisez les enfants. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Quant au Premier ministre, absent aujourd'hui, sur un texte qui n'était qu'en première lecture à l'Assemblée, il en est arrivé à distribuer les bons points et les trophées... Vous transmettez à M. Ayrault que nous n'avons pas besoin d'un présentateur des " Victoires de la musique " ; nous avons besoin d'un Premier ministre de la France ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jérôme Guedj. C'est minable !

M. Christian Jacob. M. Ayrault a été président d'un groupe parlementaire d'opposition. Nous n'avons pas oublié la manière lamentable avec laquelle il avait à l'époque traité notre collègue Éric Woerth. (*" Eh oui ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Le groupe UMP, quant à lui, s'est toujours conduit avec une grande dignité à l'égard de M. Cahuzac, parce que nous respectons, nous, la présomption d'innocence ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Ayrault est aujourd'hui le chef du Gouvernement. Aux termes de l'article 20 de la Constitution, le Gouvernement est responsable devant le Parlement. (*Brouhaha.*)

M. le président. Je vous remercie, monsieur Jacob.

M. Christian Jacob. Nous attendons du Gouvernement qu'il assume ses responsabilités, sans mépris ni arrogance ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI. - De nombreux députés du groupe UMP se lèvent pour applaudir.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

M. Alain Vidalies, *ministre délégué chargé des relations avec le Parlement*. Monsieur le président Jacob, je pense que vous partagez avec le Gouvernement le souhait que le débat parlementaire se déroule dans les meilleures conditions.

M. Bernard Deflesselles. Justement !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Cela suppose que nous puissions effectivement échanger des arguments. Lorsque vous dites à M. Cazeneuve que sa réponse d'hier sur le programme d'aide alimentaire, aurait été - si j'ai bien compris, je ne voudrais pas caricaturer vos propos - mensongère,...

M. Bernard Deflesselles. Eh oui : fausse !

Mme Claude Greff. Un mensonge, effectivement !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. ...le mieux serait de rendre public le document évoqué. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*) Il montre, à la vérité, que ce qui avait été négocié constituait une dernière étape pendant laquelle le système était maintenu, moyennant quoi la France s'engageait à ne plus demander sa remise à l'ordre du jour par la suite.

M. Bernard Deflesselles. Ce n'est pas ça, la question !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Or nous l'avons, nous, remis à l'ordre du jour et c'est à l'honneur du Gouvernement d'avoir sauvé ce système. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. Marc Le Fur. Ce n'est pas la question !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Lors de la séance des questions au Gouvernement d'hier, le budget européen a également été évoqué, ce qui a encore provoqué un incident de séance. La question posée par M. Borloo, sur le fond, était légitime ("*Ah !*" sur plusieurs bancs du groupe UMP) ; le Gouvernement s'engage à organiser au plus vite un débat sur le sujet. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*) C'est normal car c'est un engagement fort de cette majorité.

Vous voyez, monsieur Jacob, quel est l'état d'esprit du Gouvernement aujourd'hui : il souhaite que le Parlement fonctionne le mieux possible parce que nous sommes confiants dans la politique que nous mettons en oeuvre. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Jacob](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 540

Rubrique : Parlement

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 février 2013](#)